

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°248
5 mai 2015

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Pour le retrait pur et simple de la réforme des collègues!

Intervention du représentant Front Unique au Bureau National de la FSU

A la mi-avril, après 28 jours de grève, la grève la plus longue et la plus déterminée depuis des années, les travailleurs de Radio-France ont subi une défaite brutale et amère. Pour qui veut trouver les voies du combat contre le gouvernement, contre ses contre-réformes en avalanche, un bilan clair de cette défaite doit être tiré.

Ce bilan, c'est, certes, que les travailleurs ne peuvent engager le combat sans se saisir pour cela de leurs organisations syndicales ; mais c'est aussi qu'ils ne peuvent espérer vaincre s'ils laissent la direction de leur mobilisation aux dirigeants syndicaux.

Si cette grève a été aussi longue et déterminée, c'est que les travailleurs de Radio-France l'ont imposée. Ils l'ont imposée, parce qu'ils étaient unis par des mots d'ordres clairs : retrait du plan de suppressions de poste, non à la "syndication" qui permet de remplacer les émissions locales de France Bleu par des plages communes, non à la suppression d'un orchestre sur les deux.

Dans un premier temps, les responsables syndicaux, bon gré, mal gré ont dû se soumettre à la volonté des travailleurs telle qu'elle s'exprimait à travers des assemblées massives – même s'il faut souligner que les dirigeants de la SNJ se sont d'emblée comportés en jaunes, n'appelant qu'à un seul jour de grève en 28 jours, barrant la voie de la grève générale du groupe.

Mais les dirigeants syndicaux ont constamment cherché à renouer le « dialogue » avec le gouvernement, sur le terrain des plans que les travailleurs rejetaient : accueil favorable par l'UNSA et la CFDT des « propositions » de Fleur Pellerin pour licencier autrement, appel unanime des dirigeants syndicaux à l'intervention d'un « médiateur », en l'occurrence Chertier, ancien conseiller de Raffarin, ancien président de l'UNEDIC et ancien membre de la direction de Safran. Un personnage dont le pedigree ne pouvait laisser aucun doute sur ses intentions !

Les travailleurs de Radio France en avaient manifestement conscience, qui ont continué à voter le retrait des plans de la direction et ont demandé à plusieurs reprises la rupture des discussions.

Enfin, le 15 avril, c'est une trahison frontale qui a conduit à la fin de la grève : au lendemain d'une rencontre avec Pellerin, à la veille d'un conseil des ministres, 4 directions syndicales sur 5 ont retiré leurs préavis, contre l'avis de l'assemblée générale des grévistes – la CGT ne prolongeant, quant à elle, que d'une seule journée pour mieux faire passer la pilule. Télérama, Mediapart nous l'ont indiqué : les travailleurs de Radio France avaient pleinement conscience de la trahison et l'ont fortement exprimé, à tel point que les dirigeants syndicaux n'ont pu se présenter lors de l'AG suivante.

Ainsi, la défaite s'explique essentiellement par ce fait : s'ils ont pu imposer pendant un temps l'appel à la grève, les travailleurs de Radio France ne sont jamais parvenus à constituer leur comité de grève pour diriger leur mouvement, pour y intégrer les syndicats et les soumettre à leur volonté. Même massives, les AG sont restées « consultatives » jusqu'à la fin. C'est ce qui a permis aux dirigeants syndicaux de faire en définitive ce choix ravageur : pour le dialogue social, aux côtés du gouvernement, contre les revendications des travailleurs.

C'est cette leçon qu'il faut dégager pour les combats qui ne manqueront pas de survenir à l'avenir : pour vaincre, les travailleurs devront d'emblée chercher à imposer leur contrôle sur la mobilisation. Ils devront pour commencer briser le fil du « dialogue » continu qui relie les directions syndicales au gouvernement, au détriment des travailleurs.

Cette leçon est précieuse, et les enseignants doivent l'avoir à l'esprit, à l'heure où ils aspirent à engager le combat pour imposer le retrait du projet de contre-réforme des collègues de Vallaud-Belkacem.

Il ne fait aucun doute que c'est l'opposition croissante des collègues à ce projet qui a conduit une forte majorité de représentants syndicaux enseignants, notamment ceux du SNES et du SNEP majoritaires, à rompre les négociations sur ce projet avec Vallaud-Belkacem, le 31 mars. Auparavant, les discussions se déroulaient sans accroc et les dirigeants syndicaux avaient multiplié les signaux encourageants pour la ministre – par exemple en appuyant la parodie de consultation sur le « socle commun ».

Il ne fait aucun doute que c'est l'opposition des collègues au projet de contre-réforme qui a conduit une intersyndicale largement majoritaire à appeler à la grève le 19 mai, pour le retrait de ce projet.

Pour autant, à ce stade, le gouvernement et sa ministre Vallaud-Belkacem poursuivent toujours avec une relative assurance la mise en place de leur contre-réforme :

Le 10 avril, Vallaud-Belkacem pouvait proclamer que son projet avait obtenu un vote favorable « majoritaire » du Conseil Supérieur de l'Education, étant sous-entendu que les opposants à son projet ne seraient qu'une « minorité ». Elle s'appuyait pour cela sur les représentants de l'enseignement privé, le MEDEF, les représentants de l'UNSA ou du SGEN, etc. Mais surtout, elle pouvait s'appuyer sur le fait que, dix jours après avoir rompu les discussions, les dirigeants syndicaux enseignants acceptaient de siéger et réclamaient même la reprise du « dialogue » !

Dans la foulée, les projets de nouveaux programmes étaient rendus publics : ils entérinent la suppression de tous les horaires disciplinaires nationaux et annuels, la liquidation des disciplines elles-mêmes dans une espèce de bouillie, la morale faisant, elle, son entrée à tous les niveaux pour se substituer aux savoirs. Vallaud-Belkacem entend s'appuyer sur la participation des dirigeants syndicaux à la « consultation » sur ces programmes pour mieux avancer.

Enfin, sur fond de déclarations de soutien émanant de tout le gouvernement ou du PS, Vallaud-Belkacem s'est fendue d'un courrier officiel mensonger de bout en bout, où elle affirme créer des postes alors que son projet aboutira à en liquider par milliers, « conforter » l'enseignement des langues alors que son projet aboutira à le laminer, maintenir l'enseignement du latin alors que les heures dévolues aux langues anciennes seront supprimées, renforcer la liberté pédagogique des enseignants alors que son projet les réduira au rang de factotums pédagogiques, etc.

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement : seule une mobilisation résolue sur le mot d'ordre clair de retrait du projet de réforme Vallaud-Belkacem, retrait pur et simple, pourrait aujourd'hui empêcher le gouvernement d'aller jusque'au bout.

Se prononcer pour le retrait pur et simple de la contre-réforme, c'est exiger le retrait des projets de programme qui en sont l'application. C'est boycotter et appeler au boycott de la « consultation » annoncée par la ministre à partir du 11 mai.

Pour obtenir le retrait pur et simple de la contre-réforme, personne ne croit qu'une simple journée de grève suffira : alors il faut créer les conditions pour que les enseignants puissent s'organiser et contrôler leur mouvement. Il faut appeler nationalement à des assemblées générales, pour une conférence nationale de délégués élus dans les établissements.

J'observe qu'actuellement, les dirigeants syndicaux enseignants, et notamment ceux de la FSU, semblent au contraire battre en retraite : plus on se rapproche du 19 mai, plus le mot d'ordre de retrait tend à disparaître des tracts et des plateformes pour laisser la place à des catalogues de revendications qui laissent la porte ouverte à la reprise du « dialogue » avec la ministre.

En conséquence, je demande qu'une courte motion soit soumise au vote du Bureau National :

« La FSU et ses syndicats se prononcent pour le retrait pur et simple du projet de réforme des collègues. »

Interventions des dirigeants syndicaux

SNES: "Le SNES tiendra une conférence de presse la semaine prochaine sur la réforme du collègue. On a dit depuis le début que nous voulions une réforme mais pas celle-là (...) Concernant les programmes, on ne peut pas prendre une décision à l'emporte-pièce car lorsqu'on entre dans le détail les réalités sont très différentes selon les disciplines." (traduction : la direction du SNES ne demandera pas le retrait de ces projets)

SNUIPP : "Les nouveaux programmes vont plutôt dans le bon sens (...) il est hors de question pour nous de demander le retrait de ces programmes"

Bernadette Groison (secrétaire générale FSU): "Pour le 19 mai, tout le monde ne dit pas la même chose. On va avoir beaucoup de mal à faire passer le message qu'il faut bien entendu une réforme des collègues (...) ce qu'on porte c'est l'idée d'une réforme".

Résultat du vote : 3 pour (représentants des courants Emancipation et Front Unique), 10 contre (dont les dirigeants SNES-SNEP-SNUipp), 11 abstentions (dont les représentants des courants EE-URIS), 4 NPPV

* Je prends contact avec les militants du courant « Front Unique »

* Sans partager nécessairement toutes les positions de ce courant, j'estime que ce courant doit pouvoir soumettre ses positions aux prochaines élections internes de la FSU et par conséquent je me porte candidat sur la liste « Front Unique »

NOM..... Prénom

Syndicat..... Etablissement

Adresse

Adresse mail..... Téléphone

Front Unique / 46, rue de Trémonteix / 63100 Clermont-Ferrand (courriel : mel@frontunique.com)